

# Jacques Galvani

## Engagé pour la diversité

Par Pierre-Yann Mazari

Cet ex-conseiller chez McKinsey a pris en janvier les rennes du Club XXI<sup>e</sup> siècle. De son parcours, il a forgé ses convictions et nourrit des ambitions pour corriger les discriminations.



« On se bat pour une meilleure représentation de la France telle qu'elle est »

Le mauvais temps ne semble pas altérer la bonne humeur de Jacques Galvani qui nous rejoint tout sourire à l'Esplanade. Nous déroulons avec lui des pans de son parcours. Elève brillant, passionné par les matières scientifiques depuis son adolescence, il quitte sa Guadeloupe natale pour rentrer en classe préparatoire en métropole. C'est le cursus « assez généraliste » de l'Ecole des Mines qui lui permet d'approfondir son intérêt pour les sujets de droit public. Durant son service militaire, il révise seul le concours d'entrée de l'ENA, qu'il

réussit « à sa plus grande surprise ». De cette période, il garde surtout une belle complicité avec ses camarades de la promotion « Marc Bloch », Edouard Philippe ou Olivier Ferrand avec qui il fonde le think-tank Terra Nova en 2008. Il a en revanche un regard plus critique sur l'école en elle-même, « une dérivation du système administratif ».

C'est pourquoi à sa sortie, le fraîchement diplômé fait un choix radical et assez inattendu en démissionnant de la fonction publique et en rejoignant McKinsey. « J'avais des doutes sur ma carrière dans l'administration et j'avais envie d'ouverture ». En dépit de ce virage, Jacques Galvani gardera toujours ce lien pour l'intérêt général. Il reste cinq ans au sein du cabinet de conseil avant de s'orienter dans le domaine des médias, d'abord chez Hachette Filipacchi puis chez Publicis, où il travaille en grande partie à la transformation digitale des groupes. « Il y avait un climat de crise permanente compliqué à gérer et dont on ne voyait pas la fin ». Contacté par le groupe Casino, il n'hésitera donc pas à changer de secteur en prenant la direction générale de l'immobilier du groupe pendant cinq ans. Dans une logique de continuité, il intègre ensuite le comité exécutif d'Altarea : « j'y ai piloté toutes les fonctions centrales ainsi que les

grands projets urbains mixtes ». Des projets qui se rapprochent des sujets développés aujourd'hui au Club XXI<sup>e</sup> siècle. « Nous voulons notamment avoir une vue d'ensemble sur l'urbanisme et la ville pour éviter des problèmes d'incohérence dans la fabrication de quartiers qui mènent à la décohésion sociale », explique-t-il. Sa belle carrière dans le privé ne diminue cependant pas son intérêt pour la chose publique. Outre son investissement au sein de Terra Nova, il rejoint les Gracques en 2008, un espace où il se sent « en phase avec ses convictions personnelles ». Ce social-libéral convaincu assiste avec plaisir à l'ascension d'Emmanuel Macron et au « libéralisme progressiste » qu'il incarne. Des idées qu'il applique aujourd'hui à la tête du Club XXI<sup>e</sup> siècle qui a pour vocation d'aider et d'appuyer les populations les plus défavorisées, par du mentoring, du coaching. L'incarnation y est primordiale : « la plupart des membres possède une différence visible, il est donc plus facile pour les jeunes que nous coachons de s'identifier ».

L'autre grande mission du Club est son action institutionnelle. « On se bat pour une meilleure représentation de la France telle qu'elle est, avec ses différences ». Pourtant, le président estime que les choses ne bougent pas assez vite dans ce domaine en France. « Cela vient paradoxalement de la générosité du modèle », développe-t-il, « tout le monde peut devenir un bon Français mais il y a beaucoup trop d'obstacles pour prouver son assimilation au groupe dominant ».

Autre sujet qu'il suit de très près car lié à l'action du Club, le plan banlieue commandé puis finalement récusé par Emmanuel Macron. « Je ne suis pas sûr qu'il faille un plan », estime-t-il. « On en fait tous les cinq ans et ça ne fonctionne pas. La question est comment on met en place des politiques pérennes et d'ensembles ». Selon Jacques Galvani, la République doit être capable d'améliorer ses dispositifs de droit commun pour donner l'opportunité aux gens qui n'en ont pas.

A 48 ans, le président arrive tout de même à s'accorder du temps libre qu'il consacre à sa famille, et à sa culture personnelle. Il garde également dans un coin de la tête la vie politique, qui, malgré son côté contraignant ne semble pas le laisser indifférent. « Je me suis rendu compte que les satisfactions qu'on en tire peuvent être supérieures aux contraintes ! ». Mais pour l'instant place au Club avec un axe de travail primordial : « utiliser au mieux la diversité comme moyen de softpower et économique ». ■